

émissions diverses en quantités excessives, l'altitude et les renversements de température se combinent pour faire de Mexico la ville la plus polluée du monde.

Au niveau national, il n'y avait que 20 pour 100 des eaux usées municipales et 15 pour 100 des eaux usées industrielles à être traitées en 1994. Moins de dix pour cent des émissions de gaz industriel sont contrôlées. S'ajoute à cela qu'il n'y a que 20 pour 100 des déchets solides municipaux à être acheminés dans des sites d'enfouissement.

L'inquiétude du public à l'égard de la pollution environnementale a amené le gouvernement à prendre des mesures énergiques avec, comme pièce maîtresse de celles-ci, l'adoption de la *Ley de Equilibrio Ecológico y Protección al Medio Ambiente*, Loi générale pour l'équilibre écologique et la protection de l'environnement. Le gouvernement a par la suite promulgué, en 1992, la réglementation permettant l'application de cette loi. Toutefois, d'autres politiques gouvernementales font qu'il est difficile pour les PME de se conformer à cette réglementation. C'est ainsi qu'une politique monétaire rigoureuse a maintenu les taux d'intérêt à un niveau élevé. La libéralisation des échanges a exposé les entreprises mexicaines à une concurrence étrangère agressive et réduit leurs marges bénéficiaires.

Les premières phases de cet effort national visant à prendre le contrôle de l'environnement ont été marquées par l'importance accordée aux services de conseils et de formation. On a procédé à des milliers d'évaluations environnementales et d'analyses de risques et on a soutenu les efforts pour former le personnel responsable de l'application de la réglementation. Au fur et à mesure que ce processus est allé de l'avant, on a vu apparaître un important marché pour l'équipement de mesure et d'analyse.

Croissance prévue des marchés mexicains de l'environnement, 1994-1996

Marché	En millions de dollars US			Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1994-1996
	1994	1995	1996	
Pollution de l'eau*	841	1 085	1 288	24
Déchets solides et dangereux**	261	324	402	24
Efficacité énergétique	270	323	386	20
Énergie renouvelable	149	657	699	174
Pollution de l'air de source fixe	360	400	456	13
Consultation en environnement	18	20	23	13
Mesures correctrices	21	24	29	18
Total	1 920	2 833	3 283	21

*Ces chiffres excluent certains grands projets qui pourraient masquer les tendances sous-jacentes.

**Ne comprend pas les déchets recyclables.

Source : United States Agency for International Development (USAID), Office of Energy, Environment and Technology, 1995.

À plus long terme, on s'attend à ce que le marché des systèmes de lutte contre la pollution soit celui qui engendre le plus de dépenses.

LE SECTEUR MEXICAIN DE L'ENVIRONNEMENT

Le secteur mexicain de l'environnement est relativement petit, environ la moitié du secteur canadien, mais il est en pleine expansion. Les dépenses publiques en environnement ont totalisé 2,5 milliards de dollars US en 1993. Le marché des technologies de l'environnement présente un intérêt particulier parce qu'une grande partie de celles-ci sont importées. Ce marché devrait passer d'environ 1,9 milliard de dollars US en 1994 à un montant de l'ordre de 3,3 milliards de dollars US en 1996.

La croissance du secteur de l'environnement a été favorisée par l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). L'accord parallèle connu sous le nom d'Accord nord-américain de coopération en matière d'environnement incite les pays membres de l'ALÉNA à appliquer leur propre réglementation sur l'environnement.

Ce secteur peut être divisé en trois grands sous-groupes qui sont ceux de la pollution de l'air, de l'approvisionnement en eau et du traitement des eaux usées, et de l'élimination des déchets solides, y compris les déchets dangereux. Les services de remise en état et de conseils sont souvent confrontés à plus d'une source de dommages environnementaux et on considère quelquefois qu'il s'agit d'un sous-secteur distinct.

Le Mexique est confronté à des problèmes qui ont l'ampleur d'une crise dans ces trois domaines. De telles situations s'expliquent par une infrastructure en environnement et des compétences inadéquates et par une forte croissance de la population qui a entraîné une urbanisation rapide, et la croissance économique. La plus grande rigueur de la réglementation gouvernementale en environnement oblige graduellement les dirigeants des organismes publics et privés à prendre des mesures correctrices. Tous ces éléments se combinent pour faire apparaître des débouchés non négligeables pour les fournisseurs canadiens de technologies de l'environnement.